



L'ascension de Blackwater ou la privatisation de la guerre

Par [Jeremy Scahill](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2007

[Black Waterbook](#) 15 mars 2007

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)



Blackwater a été fondée en 1996 par Erik Prince, un millionnaire chrétien conservateur et ancien marsouin, rejeton d'une famille aisée du Michigan, dont les donations généreuses ont aidé à l'ascension de la droite religieuse et à la révolution républicaine de 1994. À sa fondation, la société consistait largement en la fortune privée de Prince et en un terrain de 2500 hectares dans les marécages du Great Dismal [littéralement « le Grand Lugubre » : c'était bien trouvé ! NdT] à Moyock, en Caroline du Nord. La vision de Prince consistait à anticiper « la demande par le gouvernement d'outsourcing des armes à feu et de la formation à la sécurité idoine ». Dans les années qui ont suivi, Prince, sa famille et leurs alliés politiques ont injecté de l'argent dans les campagnes des Républicains, soutenant la prise de contrôle par ceux-ci du Congrès et l'ascension de George W. Bush à la présidence.



Bienvenue à Moyock, où Blackwater offre aussi des « programmes d'aventure » aux familles

Alors que Blackwater avait déjà obtenu des contrats pendant l'ère Clinton, Qui était favorable à la privatisation, ce n'est qu'après le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme » que le moment de gloire de la société est arrivé. D'un jour à l'autre, suite au 11 Septembre, la société a été amenée à jouer un rôle central dans une guerre mondiale. « J'ai opéré dans le business de la formation depuis quatre ans et je commençais à devenir un peu cynique sur la question de savoir si les gens prenaient au sérieux les affaires de sécurité », déclarait Prince à l'animateur de Fox News Bill O'Reilly peu après le 11 Septembre. « Mas maintenant, le téléphone n'arrête pas de sonner. »



Entraînement au tir sur cible à Moyock

Parmi ces coups de fil, il y en eut un de la CIA, qui donna un contrat à Blackwater pour travailler en Afghanistan au tout début des opérations US là-bas. Dans les années qui ont suivi, la société est devenue l'un des plus gros bénéficiaires de la « guerre contre le terrorisme », gagnant près d'un milliard de dollars dans des contrats non secrets, dont beaucoup étaient des arrangements hors adjudication. En une décennie, Prince a étendu le QG de Moyock à 3500 hectares, en en faisant la plus grande base militaire privée du monde. Blackwater a actuellement des effectifs de 2300 personnes déployées dans neuf

pays, avec 20000 autres contractuels à disposition. Elle a une flotte de plus de 20 engins aériens, dont des hélicoptères de combat, une division de renseignement privé et elle produit des dirigeables de surveillance et des installations de tir à la cible.



Deux produits Blackwater : le dirigeable de renseignement Polar 400 et transporteur blindé de troupes Grizzly, garanti contre toutes sortes d'«engins explosifs improvisés»

En 2005 après le cyclone Katrina, elle a déployé ses forces à la Nouvelle-Orléans, facturant au gouvernement fédéral 950 \$ par homme par jour, encaissant jusqu'à 240 000 \$ par jour. Au plus fort de son engagement, la société avait 600 contractuels déployés du Texas au Mississippi. Depuis Katrina, elle a mené une politique agressive de contrats domestiques, ouvrant une nouvelle division des opérations domestiques. Blackwater fait du marketing pour ses produits et services auprès du Département de la Sécurité intérieure et ses représentants ont rencontré le Gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger. La société a déposé des demandes de licences pour opérer dans tous les États côtiers (des USA). Elle est aussi en train d'étendre sa présence physique à l'intérieur des frontières US, ouvrant des installations en Illinois et en Californie.

Le plus gros contrat qu'a pu obtenir Blackwater, a été celui avec le Département d'État concernant la sécurité des diplomates et installations US en Irak. Ce contrat a commencé en 2003 par un deal hors adjudication pour protéger le proconsul d'Irak d'un montant de 21 millions de dollars. Blackwater a fourni des gardes du corps aux deux ambassadeurs US successifs, John Negroponte et Zalmay Khalilzad, ainsi qu'à d'autres diplomates et officiers d'occupation. Ses forces ont protégé plus de 90 délégations du Congrès en Irak, y compris celle de la speaker du Congrès Nancy Pelosi. Selon les données fournies par le gouvernement, depuis juin 2004, Blackwater a reçu des contrats pour 750 millions de dollars rien que du Département d'État. Elle mène actuellement une intense campagne pour être envoyée au Darfour comme force privée de maintien de la paix. En octobre dernier, le Président Bush a levé certaines sanctions contre le Sud-Soudan chrétien, ouvrant la voie à une mission de formation de Blackwater là-bas. En janvier 2007, le représentant à Washington du gouvernement régional du Sud-Soudan a déclaré qu'il s'attendait à ce que Blackwater commence l'entraînement des forces de sécurité du Sud très prochainement.



J. Cofer Black

Joseph E. Schmitz

Depuis le 11 septembre, Blackwater a recruté dans sa direction exécutive quelques hauts responsables proches de l'administration Bush. Parmi eux il y a J. Cofer Black, ancien chef du contre-terrorisme à la CIA, qui a dirigé la chasse à Oussama Ben Laden après le 11 Septembre, et Joseph Schmitz, un ancien inspecteur général du Pentagone, qui était responsable de la politique de gestion des sous-traitants comme Blackwater pendant une bonne durée de la « guerre contre le terrorisme », ce dont il a été accusé de ne pas s'être acquitté de manière efficace. Vers la fin de la période de fonction de Schmitz, le puissant sénateur républicain Charles Grassley a lancé une enquête du Congrès pour savoir si Schmitz avait «étouffé ou fait dévier deux enquêtes criminelles» sur des hauts responsables de l'administration Bush. Pris sous le feu des deux partis, Schmitz a démissionné et a rejoint Blackwater.

✘ Malgré son rôle central, Blackwater avait largement opéré dans l'ombre, jusqu'à ce qu'elle ait droit aux feux de la rampe lorsque, le 31 mars 2004, quatre de ses soldats privés en Irak furent tués dans une embuscade à Falloujah. Une foule déchaînée brûla les corps et les traîna dans les rues de la ville, puis en pendit deux à un pont sur l'Euphrate. Cela marqua un tournant décisif dans la guerre d'Irak. Les forces US firent le siège de Falloujah quelques jours plus tard, tuant des centaines de gens et en déplaçant des milliers d'autres, enflammant la résistance irakienne acharnée qui harcèle les forces d'occupation jusqu'à ce jour. Pour la plupart des Américains, ce fut la première fois qu'ils entendirent parler de soldats privés. « Les gens ont commencé à se rendre compte qu'il s'agissait d'une véritable phénomène », dit le Représentant David Price, un Démocrate de Caroline du Nord, qui dit qu'il a commencé à surveiller le recours à des sous-traitants privés après Falloujah. « Comme la plupart des membres du Congrès, ce n'est qu'alors que j'ai commencé à être attentif et à développer un intérêt pour ça », après l'incident de Falloujah.

Ce que l'on sait moins, c'est que l'incident de Falloujah a donné un coup de fouet aux affaires de Blackwater à Washington, lui permettant de capitaliser la reconnaissance fraîchement acquise. Le jour suivant l'embuscade, elle a loué les services du Alexander Strategy Group, une entreprise de lobbying de la rue K dirigée par des anciens membres du staff de l'ex-leader de la majorité (au Congrès) Tom DeLay avant le krach de l'entreprise dans la foulée du scandale Jack Abramoff. Une semaine après l'embuscade, Erik Prince était en réunion avec au moins quatre membres de la Commission sénatoriale aux services armés dont son président, John Warner. Le sénateur Rick Santorum avait organisé la réunion, à laquelle participaient Warner et deux autres sénateurs clé - le président de la Commission des attributions Ted Stevens de l'Alaska et George Allen de Virginie. Cette réunion faisait suite à une série de rencontres en tête-à-tête entre Prince et des puissants parlementaires républicains qui supervisaient l'attribution de contrats militaires. Parmi eux : DeLay; Porter Goss, président de la Commission parlementaire au renseignement (et futur directeur de la CIA); Duncan Hunter, président de la Commission parlementaire aux services armés, et le Représentant Bill Young, président de la Commission parlementaire des attributions. L'objet des discussions lors de ces rencontres reste secret. Mais il est clair que Blackwater était en train de se positionner pour tirer le maximum de profit de sa nouvelle célébrité. Et de fait, deux mois plus tard, Blackwater se voyait attribuer par le gouvernement un des contrats internationaux de sécurité les plus juteux, d'un montant de plus de 300 millions de dollars.

L'entreprise était aussi désireuse d'avoir une influence sur la définition des règles régissant les mercenaires sous contrat gouvernemental. « À cause des événements du 31 mars (à Falloujah), la visibilité de Blackwater et le besoin de communiquer un message consistant ont augmenté ici à Washington », devait déclarer Chris Bertelli, le nouveau lobbyiste de Blackwater. « Il y a maintenant divers règlements fédéraux qui s'appliquent à leurs activités, mais ils sont généralement larges. Une chose qui manque, ce sont des normes industrielles. C'est une chose dans laquelle nous voulons définitivement nous engager. » Au mois de mai Blackwater dirigeait une opération de lobbying de l'industrie militaire privée pour essayer de bloquer les efforts du Congrès ou du Pentagone pour placer leurs forces sous la juridiction des cours martiales.

Mais alors que Blackwater jouissait d'un nouveau statut de héros dans la guerre contre le terrorisme au sein de l'administration et du Congrès sous contrôle républicain, les familles des quatre hommes tués à Falloujah disaient avoir été menées en bateau par Blackwater lorsqu'elles avaient essayé de savoir dans quelles circonstances leurs hommes avaient été

tués. Après ce qui à leurs dires a duré de longs mois pour obtenir des réponses claires, les familles ont déposé en janvier 2005 une plainte pour homicide par imprudence qui ouvre de nouvelles perspectives, accusant l'entreprise de ne pas avoir fourni aux hommes les garanties de protection stipulées dans leurs contrats. Au nombre de leurs allégations : les hommes avaient été envoyés ce jour-là en mission à Falloujah avec des armes de moindre calibre que celles qu'ils auraient du avoir et dans des jeeps Pajero au lieu de véhicules blindés. Ce dossier judiciaire pourrait avoir des effets de grande envergure et a été suivi de près par l'industrie des sous-traitants de guerre - l'ancienne filiale de Halliburton KBR a même présenté au tribunal un mémorandum en faveur de Blackwater. Si la plainte a du succès, elle pourrait ouvrir la voie à un scénario de poursuites en cascade du type de celles engagées contre l'industrie du tabac, où l'on verrait les sous-traitants de guerre assaillis de plaintes légales de salariés tués ou blessés dans des zones de guerre.

Pendant que l'affaire poursuivait son chemin dans le système judiciaire, Blackwater a engagé des puissants avocats républicains pour la défendre, parmi lesquels Fred Fielding, récemment nommé par Bush conseiller à la Maison blanche en remplacement de Harriet Miers; et Kenneth Starr, l'ancien procureur dans l'affaire Whitewater (enquête sur les affaires immobilières des époux Clinton, qui est restée sans suite, NdT), et actuel conseil en chef de Blackwater. Celle-ci n'a pas engagé de débat formel sur les allégations spécifiques contenues dans la plainte, mais ce qui a émergé de ses documents transmis au tribunal, c'est une série d'arguments légaux destinés à étayer sa ligne de défense, à savoir qu'elle au-dessus de la loi. Blackwater prétend que si les tribunaux US permettent que l'entreprise soit poursuivie pour homicide par imprudence, cela pourrait mettre en danger les capacités de combat de la nation : « Rien ne pourrait être plus destructif pour le concept de Force totale, basée sur des volontaires, qui sous-tend la doctrine US en matière de main d'œuvre militaire, que d'exposer les composantes privées au système d'établissement de torts de 50 États, transporté outre-mer sur les champs de bataille », argumentait la société dans ses documents légaux. En février, Blackwater a subi une défaite majeure, lorsque la Cour suprême a refusé d'examiner le cas Falloujah, ce qui a donné le feu vert à un procès devant un tribunal d'État, dans lequel il n'y aurait pas de plafond aux dommages et intérêts qu'un jury pourrait décider.

Le Congrès commence à s'intéresser à cette affaire, qui risque d'en déclencher beaucoup d'autres. Le 7 février, le Représentant Henry Waxman a présidé des auditions de la Commission de supervision et de réformes gouvernementales. Alors que les auditions étaient destinées à examiner la dépendance US par rapport aux sous-traitants privés, elles se sont largement concentrées sur Blackwater et l'incident de Falloujah. Pour la première fois, Blackwater s'est retrouvée forcée de partager une comparution publique avec les familles des hommes tués à Falloujah. « Les sous-traitants privés comme Blackwater travaillent en dehors du champ de la chaîne de commandement militaire et peuvent littéralement faire que bon leur semble sans avoir aucune obligation de rendre des comptes au gouvernement », a déclaré à la commission Katy Helvenston, dont le fils Scott était l'un des hommes tués. « C'est pourquoi Blackwater peut continuer à recevoir du gouvernement des centaines de millions de dollars des contribuables sans avoir à répondre à une seule question sur ses agents de sécurité. » Citant la plainte en cours, le défenseur de Blackwater, Andrew Howell, a refusé de répondre aux nombreuses accusations portées contre la société par les familles et a demandé à plusieurs reprises à la commission de poursuivre les auditions à huis clos. « Les hommes partis en mission le 31 mars, avaient chacun son arme et suffisamment de munitions », a dit Howell à la commission, ajoutant que les hommes étaient dans des véhicules « appropriés ». Cela été contesté avec force par les familles, qui

ont rétorqué que pour économiser 1,5 million de dollars, Blackwater ne leur avait pas fourni de véhicules blindés. « Une fois qu'ils ont signé avec Blackwater et qu'ils ont été acheminés au Moyen-Orient, Blackwater les a traités comme des denrées périssables », a dit Helvenston dans son témoignage émotionnel devant les législateurs, livré au nom des quatre familles.

L'aspect qui a mis l'affaire sur le radar de Waxman est le labyrinthe des contrats de sous-traitance en cascade qui est à la base de la mission de Falloujah. Waxman a cherché à établir depuis novembre 2004 pour qui en fin de compte les hommes de Blackwater travaillaient le jour de l'embuscade. « Pendant plus de 18 mois, le Département de la Défense n'a même pas daigné répondre à mes questions », dit Waxman. « Quand il a enfin répondu en juillet dernier, il n'a même pas fourni l'état détaillé que j'avais réclamé. En fait, il a nié que les sous-traitants privés de sécurité aient le moins du monde travaillé pour le Pentagone. Or nous savons que c'est faux. ». Le combat de Waxman pour suivre l'argent de ce contrat engageant des puissants sous-traitants de guerre comme KBR illustre parfaitement la nature secrète de toute l'industrie de sous-traitance de guerre.

Ce qui ne fait pas l'objet de débat à propos de l'incident de Falloujah, c'est le fait que Blackwater travaillait avec une entreprise koweïtienne Regency sous un contrat avec la plus grande entreprise mondiale de fourniture de services de restauration, Eurest Support Services. ESS est un sous-traitant de KBR et d'un autre géant de la sous-traitance de guerre, Fluor, qui travaille en Irak dans le cadre du programme de sous-traitance du Pentagone. Un contrat couvrant la mission de Blackwater à Falloujah indique que cette mission avait été sous-traitée à Blackwater KBR. L'été dernier, KBR l'a nié. Puis ESS a écrit à Waxman pour dire que la mission était conduite dans le cadre du contrat de Fluor avec ESS. Fluor l'a démenti et le Pentagone a dit à Waxman qu'il ne savait pas à quelle société la mission était en dernière analyse liée. Waxman a allégué que Blackwater et les autres sous-traitants "ajoutaient des marges substantielles" à leurs sous-contrats pour les mêmes services de sécurité qui, selon Waxman, sont ensuite facturés aux contribuables US. « Il est remarquable que le monde des sous-traitants est si obscur que nous ne pouvons pas aller au fond, sans parler du calcul du nombre de millions de dollars perdus par les contribuables à chaque étape du processus de sous-traitance en cascade », dit Waxman.

Alors qu'il apparaissait lors de l'audition du 7 février que l'origine du contrat demeurerait obscure, cela soudain changé quand, vers la fin de l'audition, le Pentagone a révélé que le premier sous-traitant était en fait KBR. En violation de la politique militaire appliquée par le programme LOGCAP aux sous-traitants utilisant des forces privées de sécurité au lieu de troupes US, KBR avait souscrit un contrat avec ESS qui était protégée par Blackwater; et les coûts pour ce contrat pour les contribuables avaient été de 19,6 millions. Blackwater dit qu'elle a facturé ses services à ESS pour 2,3 millions, ce qui signifie qu'une marge de 17 million a été en fin de compte facturée au gouvernement. Trois semaines après l'audition, KBR a fait savoir à ses actionnaires qu'elle pourrait être obligée de rembourser 400 millions au gouvernement, suite à une enquête en cours de l'Armée de terre.

Cela a pris plus de deux ans à Waxman pour obtenir une réponse à cette simple question: qui les contribuables étaient-ils en train de payer pour ses services ? Mais comme la procédure sur Falloujah le montre, il ne s'agit pas seulement d'argent, mais de vies humaines.

Un meurtre le soir de Noël

Alors que la publicité sur Blackwater vient surtout de l'affaire de Falloujah, un autre incident plus récent suscite de l'attention. Le soir de Noël, à l'intérieur de la Zone verte de Bagdad, transformée en forteresse, un employé américain de Blackwater aurait tué un garde du corps irakien protégeant un haut responsable irakien. Pendant des semaines après la tuerie, des rapports non confirmés ont circulé sur Internet, selon lesquels l'alcool aurait été la cause des tirs mortels et que l'Irakien aurait reçu dix balles dans la poitrine. L'histoire disait aussi que l'agent avait été exfiltré d'Irak avant de pouvoir être inculpé. Les enquêtes des médias ne donnèrent aucun résultat. L'ambassade US refusait de confirmer qu'il s'agissait d'un agent de Blackwater et la société se refusait à tout commentaire.

Puis l'incident fut évoqué à l'audition du Congrès du 7 février. Alors que la séance allait être clôturée, le Représentant Kucinich s'est précipité dans la salle pour, disait-il, poser une dernière question. Il fit enregistrer une information des médias sur l'incident et demanda à l'avocat de Blackwater Howell s'il était exact que Blackwater avait rapatrié l'agent d'Irak après les tirs présumés. « Ce monsieur a été relevé de ses fonctions le jour même de l'incident », répondit Howell confirmant ainsi officiellement l'incident pour la première fois. « Blackwater l'a ramené aux USA. »

« Va-t-il être extradé en Irak pour meurtre, et sinon, pourquoi ? », demanda Kucinich.

« Monsieur, je ne suis pas chargé de faire appliquer la loi. Tout ce que je peux dire, c'est qu'une enquête est en cours », répondit Howell. « Nous coopérons et soutenons pleinement l'enquête »

Kucinich a répliqué : « Je voudrais juste signaler que cette question pourrait éventuellement faire des responsables de Blackwater des complices de la soustraction d'un suspect de meurtre à la justice. »



La guerre sur la colline (du Capitole)

Plusieurs lois font désormais leur chemin au Congrès pour établir une transparence dans la gestion des forces privées qui sont devenues des acteurs majeurs dans les guerres de l'après-11 septembre. À la mi-février, les sénateurs (démocrates) Byron Dorgan, Patrick Leahy et John Kerry ont introduit une législation visant à empêcher les contrats hors adjudication et le copinage, sanctionnant par des peines allant jusqu'à 20 ans de prison et des amendes allant jusqu'à 1 million de dollars ce qu'ils appellent les "profiteurs de guerre". Cela fait partie d'une approche qualifiée de "multi-fronts". « Je pense que le nombre d'entre nous qui travaillent là-dessus atteint désormais une masse critique », dit le membre du Congrès du Price, qui représente l'État où est installée Blackwater (la Caroline du Nord, NdT). En janvier, il a introduit une loi étendant la Loi sur la juridiction militaire extraterritoriale de 2000 (MEJA) à tous les sous-traitants en zones de guerre et pas seulement ceux travaillant pour ou aux côtés des forces armées. Le plus gros du travail de Blackwater en Irak est, par exemple, sous-traité par le Département d'État. Price a indiqué que la tuerie alléguée de Noël pourrait servir de test pour ce qui relève de cette loi. « Je vais suivre cette affaire et demander une enquête complète. »

Mais il y a au moins une bonne raison de se méfier de cette législation : le bureau de Price a

consulte le lobby militaire privé lorsqu'il était en train d'élaborer la proposition de loi, qui était fortement soutenue par l'industrie. Peut-être est-ce parce que la MEJA n'a été pour ainsi dire jamais appliquée. «Même dans des situations où des lois civiles US auraient pu être appliquées à des crimes commis par des sous-traitants, elles ne l'ont pas été», note P.W. Singer, un des principaux spécialistes des sous-traitants. Les procureurs américains ont déjà des ressources limitées dans leurs propres districts - comment pourraient-ils mener des enquêtes complexes en Irak ? Qui va protéger les enquêteurs et les procureurs ? Comment vont-ils faire pour interroger les victimes irakiennes ?

Comment pourraient-ils superviser 100 000 hommes dispersés dans une dangereuse zone de guerre ? «C'est une bonne question» accorde Price. «Je ne dis pas que ce serait une mince affaire.» Il argue que sa proposition de loi est une tentative de «mettre tout le secteur de la sous-traitance dans une nouvelle situation où il aura à rendre des comptes. »

L'automne passé, adoptant une autre tactique, le sénateur républicain Lindsey Graham - avocat et ancien juge réserviste de l'Aviation - a tout bonnement introduit une clause dans l'Autorisation de défense 2007, que Bush a signée comme loi, qui place les sous-traitants sous la juridiction du Code uniforme de justice militaire (UCMJ), communément appelé le système des cours martiales. Graham a introduit ce changement sans débat public et sans susciter de réactions au Congrès, mais les sous-traitants de guerre ont immédiatement remis en cause son caractère constitutionnel. De fait, cela pourrait offrir une occasion rare pour les mercenaires et les libertariens [partisans du moins d'intervention possible de l'État dans la vie des gens, NdT] de faire cause commune. Beaucoup de sous -traitants ne sont pas des combattants armés : ils travaillent dans la restauration, la blanchisserie et autres services d'appui. Alors qu'on peut arguer que les sous-traitants armés comme ceux travaillant pour Blackwater doivent être soumis à l' UCMJ , le changement introduit par Graham pourrait avoir comme effet qu'un plongeur népalais travaillant pour KBR pourrait être poursuivi au même titre qu'un soldat US. Pour corser le tout, les militaires ont suffisamment de problèmes pour surveiller leurs propres forces massives pour qu'on s'attende à ce qu'ils aient du mal à surveiller en plus les 100 000 employés du personnel privé. En outre, beaucoup de sous-traitants en Irak y sont dans le cadre de contrats passés avec le Département d'État ou d'autres agences civiles, qui ne relèvent pas du secteur militaire.



Barack Obama, vu par John S. Pritchett

Dans une tentative de clarifier ces questions, le Sénateur Barack Obama a introduit une nouvelle législation complète en février. Elle requiert des règles d'engagement claires pour les sous-traitants armés, leur étend le champ d'application de la MEJA et enjoint au Département de la Défense d' « arrêter et détenir » des agents privés suspectés de crimes et délits et de les remettre aux autorités civiles pour être poursuivis. Elle demande aussi au Département de la Défense de soumettre un rapport complet sur les enquêtes en cours concernant des abus commis par des employés de sous-traitants, sur le nombre de plaintes reçues contre des sous-traitants et d'enquêtes criminelles ouvertes. Dans une déclaration à The Nation, Obama a dit que les sous-traitants « opèrent selon des lignes d'autorité qui ne sont pas claires et virtuellement sans aucune supervision du Congrès. Ce trou noir dans la responsabilité accroît les dangers pour nos troupes et pour les civils américains travaillant pour des sous-traitants. » Il a dit que sa législation « rétablirait le contrôle sur ces entreprises », tout en « mettant les sociétés sous l'emprise de la loi. »

La Représentante démocrate Jan Schakowsky, membre de la Commission parlementaire au renseignement, a été un des principaux critiques du système de sous-traitance militaire. Sa Loi pour la transparence sur les contrats en Irak et Afghanistan, introduite en février et qui appuie celle d'Obama, se résume à ce que Schakowsky voit comme une mission d'enquête, qui aurait dû être menée depuis longtemps, sur les méandres bureaucratiques des secrets de la sous-traitance. Entre autres dispositions, elle fait obligation au gouvernement de déterminer et de rendre public le nombre des sous-traitants employés en Irak et en Afghanistan; toute violation par des sous-traitants des lois des pays hôtes, internationales ou US ; les actions disciplinaires prises contre des employés en sous-traitance ; et le nombre total d'employés en sous-traitance tués ou blessés. Schakowsky dit qu'elle a à plusieurs reprises tenté d'obtenir ces informations ces dernières années mais qu'elle a été menée en bateau ou ignorée. « C'est de milliards et de milliards de dollars qu'on est en train de parler - certains ont estimé que 40 cents sur chaque dollar [dépensé dans l'occupation] va aux sous-traitants et nous ne pouvons pas avoir d'informations sur les pertes, les morts », dit Schakowsky. « Il a été virtuellement impossible de mettre en lumière cet aspect de la guerre, qui donc n'a pas été pris en compte dans les débats sur la guerre, son envergure, ses coûts, ses risques. Nous ne savons presque rien sur cette armée de l'ombre qui opère en Irak. Je pense que le peuple américain est loin de savoir de quoi il retourne dans cette guerre. »

À défaut de chiffres complets sur le nombre de pertes subies par les fournisseurs privés de services, le Département de la Défense a confirmé les chiffres suivants : 770 morts et 7761 blessés en Irak à la date du 31 décembre 2006. Mais ces chiffres ne prennent en compte que ceux dont les familles ont demandé à bénéficier des assurances gouvernementales. Des analystes indépendants disent que le nombre réel est vraisemblablement beaucoup plus élevé. Blackwater a elle seule perdu au moins 27 hommes en Irak. Et puis il y a le coût financier : selon Waxman, presque 4 milliards de dollars ont été payés par les contribuables pour les forces de sécurité privées en Irak. Et malgré ces forces supplémentaires, les militaires rament pour être à la hauteur des exigences d'une Maison blanche engagée dans l'aventurisme militaire.

Une semaine après la fin du règne de Donald Rumsfeld sur le Pentagone, les forces US avaient été tellement sollicitées que l'ancien secrétaire d'État Colin Powell déclarait : « L'Armée de terre d'active est pour ainsi dire brisée. » Plutôt que de repenser sa politique étrangère, l'administration a forgé des plans pour un "déferlement" de troupes sur l'Irak et Bush a lancé un plan pour ajouter aux militaires un Corps de réserve civil, ainsi présenté dans son discours de janvier sur l'état de l'Union : « Un tel corps fonctionnerait de manière très semblable à celle de notre réserve militaire. Il allègerait le fardeau qui pèse sur les forces armées en nous permettant d'engager des civils avec des compétences cruciales pour servir en mission à l'étranger quand l'Amérique a besoin d'eux. » Il semble que le Président ne faisait que donner là un nouveau nom fantaisiste à quelque chose que l'administration avait déjà réalisé avec sa "révolution" dans les affaires militaires et en faisant appel dans des proportions jamais vues auparavant aux fournisseurs privés. Mais alors que le « déferlement » proposé par Bush suscitait un vif débat au Congrès et dans l'opinion publique, le recours croissant par l'administration aux sous-traitants militaires privés était passé largement inaperçu et n'avait pas fait débat.

« Le recours croissant aux sous-traitants privés, forces privées ou, comme diraient certains, « mercenaires », rend les guerres plus faciles à déclencher et à combattre - ça ne prend que

de l'argent et pas de citoyens », dit Michael Ratner, président du Centre pour les droits constitutionnels, qui a engagé des poursuites contre des fournisseurs privés pour des allégations d'abus commis en Irak. «Lorsqu'une population est appelée à aller faire la guerre, il y a de la résistance, une résistance nécessaire pour empêcher que les guerres s'étendent d'elles-mêmes, des guerres folles et dans le cas des USA, des guerres pour l'hégémonie impérialiste. Les forces privées sont presque une nécessité pour des USA soucieux de maintenir à flot leur empire déclinant. »

Pour ce qui est du Corps de civil de réserve et de l'idée, promue par Blackwater, d'une « brigade en sous-traitance privée » pour travailler avec les militaires, les congressistes qui ont une position critique sur la guerre sont en train de cibler ce qu'ils voient comme une escalade soutenue et non déclarée dans le recours aux forces privées. « Le « déferlement » implique une secousse qui a un début et une fin », dit Schakowsky. « Qu'entre un tiers et un quart des forces présentes sur le terrain ne soient pas incluses dans le débat est une chose très dangereuse pour la démocratie, car la guerre est la chose la plus grave que nous faisons.

De fait, les morts de sous-traitants ne sont pas comptabilisées dans le compte total des morts US, et leurs crimes et violations ne sont ni documentés ni punis, ce qui contribue encore plus à masquer les vrais coûts de la guerre. « Quand vous faites venir des sous-traitants auxquels la loi ne s'applique pas, ni les Conventions de Genève, ni les notions morales communes, on jette tout par la fenêtre », dit Kucinich. « Et ce que ça veut dire, c'est que ces sous-traitants privés sont en réalité le bras de l'administration et de sa politique. »

Kucinich dit qu'il a l'intention d'enquêter sur la possible implication des forces privées dans les opérations clandestines en Irak. « Quelle différence y a-t-il entre des opérations clandestines et des opérations soi-disant transparentes sur lesquelles vous n'avez aucune information ? Il n'y a pas de différence », dit-il. . Kucinich dit aussi que le problème avec les privés n'est pas seulement lié à la transparence. « C'est la privatisation de la guerre », dit-il. L'administration est en train de «lier les profits des fournisseurs privés au fait de faire la guerre. Si bien que nous incitons les fournisseurs privés à faire du lobbying auprès de l'administration et du Congrès pour qu'ils créent plus d'occasions de réaliser des profits, et ces occasions, c'est plus de guerre. Et c'est pour ça que le rôle des fournisseurs privés devrait être fortement limité par le Congrès. »

Jeremy Scahill est un journaliste d'investigation qui a reçu de nombreuses récompenses. Il est correspondant du programme de radio-télévision Democracy Now!, et auteur invité de la Puffin Foundation au The Nation Institute. Il est l'auteur du nouveau livre Blackwater: The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army (Nation Books), dont cet article est une adaptation.

Original : http://gnn.tv/articles/2977/Blackwater_Rising

Traduit de l'anglais par Fausto Giudice, membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.

Articles Par : [Jeremy Scahill](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca